

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES



Prestations d'accueil physique et téléphonique pour les besoins de l'ACOSS et prestations annexes

Appel d'Offres Ouvert

N° de procédure : P2437 AOO-DRH

Lot 1 - Prestations d'accueil physique et téléphonique pour les besoins de l'ACOSS et prestations annexes sur le site de Montreuil

Lot 2 - Prestations d'accueil physique et téléphonique pour les besoins de l'ACOSS et prestations annexes sur le site de Biot

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
commun aux deux lots**

SOMMAIRE

Table des matières

DEFINITIONS	<u>45</u>
ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE.....	<u>910</u>
ARTICLE 9 – PROLONGATION, MODIFICATION, SUSPENSION OU ARRET D’EXECUTION	<u>1142</u>
9.2.1 – Modification des prestations en cas de circonstance(s) exceptionnelle(s)	<u>1142</u>
9.2.2 – Suspension temporaire ou définitive des prestations en cas de circonstance(s) exceptionnelle(e).....	<u>1142</u>
ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DES PARTIES	<u>1213</u>
10.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	<u>1213</u>
10.1.2 – Obligation de confidentialité.....	<u>1213</u>
10.1.3 – Interlocuteurs techniques	<u>1314</u>
10.1.4 – Protection de la main d’œuvre	<u>1415</u>
10.1.5 – Protection du système d’information	<u>1516</u>
10.2 – OBLIGATIONS DE L’URSSAF CAISSE NATIONALE	<u>1516</u>
10.2.2 – Obligation de confidentialité.....	<u>1617</u>
ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	<u>1617</u>
ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE.....	<u>1617</u>
Cet engagement représente concernant le lot n°1 sera de 150.6 heures de travail sur la durée annuelle d’exécution du marché.....	<u>1718</u>
Cet engagement représente concernant le lot n°2 sera de 138.05 heures de travail sur la durée annuelle d’exécution du marché.	<u>1718</u>
ARTICLE 13 – SUIVI ET CONTROLE DE L’ACCORD CADRE	<u>1718</u>
ARTICLE 14 – PENALITES COMMUNES AUX DEUX LOTS.....	<u>1819</u>
• Pénalités après mise en demeure préalable :	<u>1819</u>
• Pénalités sans mise en demeure préalable :	<u>1819</u>
Pénalités pour manque de ponctualité et présence (horaires, réunion, ...)	<u>1819</u>
Pénalités pour manquement concernant le personnel (remplacement, responsable, ...).....	<u>1819</u>
Pénalités pour inexécution ou exécution partielle des prestations	<u>1819</u>
Pénalités pour non-respect des procédures administratives (non-communication des documents, attestations ou profils demandés).....	<u>1920</u>
Pénalités pour perte / erreur des pièces administratives	<u>1920</u>

14.2 – Pénalités en cas de manquement à l’engagement d’insertion	<u>1920</u>
14.3 – RETARD IMPUTABLE A L’ACOSS	<u>1920</u>
ARTICLE 15 – PRIX DES PRESTATIONS COMMUN AUX DEUX LOTS.....	<u>1920</u>
15.2 – REVISION DES PRIX	<u>2021</u>
15.3 – CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	<u>2021</u>
ARTICLE 16 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	<u>2122</u>
ARTICLE 17 – REGIME FINANCIER	<u>2223</u>
17.3 – LIQUIDATION DES PAIEMENTS.....	<u>2223</u>
17.4 – FACTURATION	<u>2324</u>
17.5 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	<u>2324</u>
17.6 – MODALITES DE PAIEMENT.....	<u>2425</u>
ARTICLE 18 – SOUS-TRAITANCE	<u>2425</u>
ARTICLE 19 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	<u>2425</u>
ARTICLE 20 – RESPONSABILITE – ASSURANCES	<u>2627</u>
ARTICLE 21 – RESILIATION	<u>2627</u>
21.2 – RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	<u>2627</u>

DEFINITIONS

En complément de l'article 2 du CCAG-FCS, chacune des expressions utilisées dans le présent document, y compris dans ses annexes, a la signification donnée ci-après :

« Accord-cadre » : désigne l'acte juridique conclu par l'ACOSS (URSSAF CAISSE NATIONALE) et le titulaire, prévu par l'article L. 2125-1 du Code la commande publique. Il fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté par l'émission de bons de commande

Un accord cadre distinct est conclu pour chacun des lots.

« Bons de commande » : désigne les documents écrits prévus par l'article R. 2162-13 du Code de la commande publique qui sont adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations décrites dans l'accord cadre dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité dans les conditions prévues au présent accord cadre.

« Pouvoir adjudicateur ou ACOSS ou URSSAF CAISSE NATIONALE » : Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale – Personne morale de droit public, dont le siège social est situé à Montreuil (93100) et qui dispose de 8 sites en France métropolitaine :

- site de Biot : 750, avenue de Roumanille – Sophia Antipolis – 06410 BIOT
- site de Caen : 20, avenue Alfred Kastler – 14063 CAEN
- site de Lille : 13, rue Denis Papin – Parc d'activités des Prés – 59658 VILLENEUVE D'ASCQ cedex
- site de Lyon : 590, cours du 3^{ème} Millénaire – 69792 SAINT PRIEST cedex
- site de Marseille : 20, avenue Viton – BP 31 – 13274 MARSEILLE cedex
- site de Nancy : 12, rue du Bois de la Champelle – Parc d'activités du Brabois – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
- site de Nantes : 2-4, rue Coulongé – BP 12833 – 44328 NANTES cedex
- site de Toulouse : Avenue d'Atlanta – BP2152 – 31020 TOULOUSE cedex

Les déménagements des sites de Montreuil et de Biot sont indiqués infra.

Le « Titulaire » : Attributaire et signataire de l'accord cadre retenu par l'ACOSS à l'issue de la procédure de marchés publics.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet les prestations d'accueil physique et téléphonique pour les besoins **de l'ACOSS et prestations annexes** prestations annexes.

La description précise des prestations et les spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Dans le cadre de ce marché, deux CCTP sont proposés :

- Un CCTP spécifique pour le lot 1
- Un CCTP spécifique pour le lot 2

La présente consultation se décompose en 2 lots faisant chacun l'objet d'un marché distinct, comme suit :

- **Lot n° 1 : Prestations d'accueil physique et téléphonique pour les besoins de l'ACOSS et prestations annexes sur le site de Montreuil**

Le présent marché a pour objet les prestations principales d'accueil physique et téléphonique pour les besoins de l'ACOSS, situé à l'immeuble "Le Gaumont III" sis 36 rue de Valmy 93108 Montreuil.

Des prestations complémentaires ou de phasage pourront avoir lieu sur les immeubles « le TERRA NOVA 1 » sis au 68/70 rue de Lagny 93 Montreuil et « le Wi » sis au 30 rue de la république 93 Montreuil, lieu du déménagement

Le déménagement à l'adresse indiquée ci-dessus est estimé au 1^{er} trimestre 2027

- **Lot n° 2 : Prestations d'accueil physique et téléphonique pour les besoins de l'ACOSS et prestations annexes sur le site de Biot**

Le présent marché a pour objet les prestations principales d'accueil physique et téléphonique pour les besoins de l'ACOSS, situé à l'immeuble 700 avenue Roumanille à Biot - Sophia Antipolis, à compter de la notification du marché et jusqu'à la date estimée du second semestre 2026).

Des prestations complémentaires ou de phasage pourront avoir lieu (à compter de la date estimée du second semestre 2026 et jusqu'à la fin du marché), le lieu des prestations objet du présent marché déménagera à l'adresse : 300 route des Crêtes 06560 Valbonne - Sophia Antipolis

ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD CADRE

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 –FORME DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commandes conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il définit les conditions juridiques, techniques et financières ainsi que les caractéristiques et modalités d'exécution de la prestation attendue.

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires et forfaitaires indiqués dans le cadre de réponse financier.

Après la conclusion de l'accord-cadre, les sites de l'ACOSS, lorsqu'ils souhaitent commander les prestations objet de la présente opération, passent des bons de commandes auprès du titulaire de l'accord-cadre correspondant retenu par l'ACOSS.

Conformément à l'article R. 2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commande sont émis sans négociation ni remise en concurrence selon les modalités fixées à l'article 7 du présent accord-cadre.

Les sites de l'ACOSS qui émettent des bons de commande dans le cadre du présent accord cadre sont les suivants :

- Site de Gaumont à Montreuil pour lot 1
- Site de Biot pour le lot 2

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents qui constituent le présent accord-cadre et le contrat entre les parties, sont affectés d'un ordre de priorité, défini ci-après, permettant de statuer sur les contradictions éventuelles qui pourraient se faire jour à la lecture des documents.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, en cas de différence donc entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces derniers prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés :

- l'acte d'engagement complété, daté et signé du lot concerné, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°P2437-AOO-DRH dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi et ses annexes (Attestation de visite et déclaration d'absence de conflit d'intérêt) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°P2437-AOO-DRH du lot concerné dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogation(s) expressément identifiée(s) dans le présent CCAP ;
- l'offre financière du titulaire formalisée dans le cadre de réponse financier du lot correspondant ;
- le mémoire technique du titulaire (formalisé dans le cadre de réponse technique du lot correspondant).

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre et ses annexes et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les dérogations au CCAG-FCS sont précisées à l'article 25 du présent CCAP.

ARTICLE 5 – MONTANT ESTIME DE L'ACCORD CADRE

Les prestations seront réglées par application de prix unitaires et forfaitaires indiqués dans le cadre de réponse financier.

L'accord cadre est conclu avec un montant maximum sur sa durée totale :

- Lot 1 : **Prestations d'accueil physique et téléphonique pour les besoins de l'ACOSS et prestations annexes sur les sites de Montreuil avec un montant maximum de 319 275.00 € HT, 383 130.00 € TTC sur sa durée totale**
- Lot n° 2 : **Prestations d'accueil physique et téléphonique pour les besoins de l'ACOSS et prestations annexe sur le site de BIOT avec un montant maximum de 296 504.97 € HT, 355 805.97 € TTC sur sa durée totale**

A titre informatif, le montant estimé sur la durée de l'accord cadre est de :

- Lot 1 : **Prestations d'accueil physique et téléphonique pour les besoins de l'ACOSS et prestations annexes sur les sites de l'Acosse MONTREUIL** avec un montant estimé de 290 250.00 € HT, 348 300.00 € TTC sur sa durée totale
- Lot n° 2 : **Prestations d'accueil physique et téléphonique pour les besoins de l'ACOSS et prestations annexe sur le site de l'Acosse de BIOT** avec un montant estimé de 269 549.97 € HT, 323 459.97 € TTC sur sa durée totale

Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.

ARTICLE 6 – DUREE DE L'ACCORD CADRE POUR LES DEUX LOTS

L'accord-cadre est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit **3 fois** pour la même durée de **12 mois** sans que la durée totale de l'accord-cadre puisse excéder **48 mois**.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

En cas de non-reconduction de l'accord cadre, le titulaire en est informé par courrier recommandé avec réception avec un préavis de six mois.

L'Acosse se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs accord(s) cadre(s) ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 7 – EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE

Les caractéristiques des prestations attendues sont spécifiées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot concerné.

Toute communication, orale ou écrite, avec l'Acosse doit être réalisée en français.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commandes selon les modalités suivantes :

L'Acosse adresse les bons de commandes au titulaire, soit par lettre recommandée avec accusé réception soit par voie dématérialisée, cette dernière forme devant être confirmée par le titulaire dès réception du courriel.

L'Acosse émet donc au titulaire au fur et à mesure de ses besoins, des commandes par référence au cadre de réponse financier du présent accord-cadre.

Quel que soit le support, les bons de commande comprennent au moins les mentions obligatoires suivantes :

- un numéro d'ordre ;
- la référence à l'accord-cadre ;

- le cas échéant, le délai d'exécution ou de livraison de la prestation commandée et la date de remise du livrable attendu ;
- la désignation de la prestation commandée et sa consistance définie en fonction de l'unité de facturation adéquate ;
- le lieu d'exécution et de livraison ;
- les prix H.T et TTC applicables par référence au cadre de réponse financier du titulaire.

En complément à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, les bons de commande sont signés par le Directeur de l'Acosse ou son représentant.

Les délais fixés dans les bons de commande par l'Acosse doivent être conformes aux délais éventuellement fixés par le titulaire dans l'offre jointe au présent accord-cadre qui constituent un engagement contractuel ou, à défaut, ceux précisés dans le C.C.T.P.

Toute livraison est faite à l'adresse précisée sur chaque bon de commande dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS. Les frais de transport sont à la charge du titulaire (livraison franco de port et d'emballage).

Une prolongation du délai d'exécution ou un sursis de livraison peut être accordée par l'Acosse de Montreuil et de Biot dans les conditions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

La durée d'exécution maximale d'un bon de commande est fixée à un an au plus.

S'agissant de la durée de validité des bons de commande :

- Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.
- La durée d'exécution des bons de commande ne peut en tout état de cause, excéder de trois mois la fin de la durée de validité du présent accord-cadre.

ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par l'Acosse ou la personne habilitée à cet effet dans les conditions des articles 27 et 30 du CCAG – Fournitures courantes et services.

L'Acosse dispose, conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS d'un délai maximum de **15 jours** pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des prestations, à compter de :

- la date de la livraison ou de mise en service des prestations, pour les vérifications effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ;
- la date à laquelle le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées, pour les vérifications qui sont effectuées en dehors des locaux du pouvoir adjudicateur.

Tous les documents remis par le Titulaire à l'Acosse sont rédigés en français.

En cas d'absence de décision donnée dans les délais visés ci-dessus, la prestation sera réputée admise.

Les décisions de réception avec réfaction, d'ajournement et de rejet sont motivées.

En cas de réception d'une décision d'ajournement, le titulaire dispose, par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, d'un délai de 10 jours ouvrés pour faire ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'ACOSS.

Si le titulaire fait des observations ou procède aux corrections demandées, l'Acosse dispose, par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS d'un délai maximum de 15 jours ouvrés pour prendre une décision définitive.

Plusieurs documents peuvent faire l'objet d'une vérification groupée par l'Acosse dans les conditions prévues ci-dessus.

ARTICLE 9 – PROLONGATION, MODIFICATION, SUSPENSION OU ARRET D'EXECUTION

9.1 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

L'Acosse peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais précisés dans le bon de commande. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait du pouvoir adjudicateur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit informer l'Acosse, par voie dématérialisée, des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, il dispose pour cela d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne pourra en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Par dérogation l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, l'Acosse notifie par voie dématérialisée au titulaire sa décision dans le délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai maximal d'exécution défini dans le bon de commande et éventuellement prolongé.

Conformément à l'article 21.5 du CCAG-FCS, un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées ci-dessous.

9.2 – MODIFICATION, SUSPENSION OU ARRET DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCE(S) EXCEPTIONNELLE(S)

9.2.1 – Modification des prestations en cas de circonstance(s) exceptionnelle(s)

Dès la survenance d'une circonstance exceptionnelle dûment constatée par le pouvoir réglementaire, et conformément aux articles L.2711-1 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur peut, en cours d'exécution, modifier les prestations, par avenant.

Les parties déterminent conjointement, en fonction du nouveau besoin ponctuel et au vu des prix indiqués dans le marché, les prestations nouvelles à effectuer par le prestataire et le montant dû à ce titre par l'Acosse.

Cet avenant ne donne droit qu'au paiement du montant des prestations effectivement exécutées et ne donnera lieu à aucune indemnisation supplémentaire.

En outre, l'application de cet article n'entraîne pas la résiliation dudit marché.

9.2.2 – Suspension temporaire ou définitive des prestations en cas de circonstance(s) exceptionnelle(e)

Dès la survenance d'une circonstance exceptionnelle dûment constatée par le pouvoir réglementaire

entraînant une suspension temporaire des prestations, le prestataire jouira du paiement des sommes dues conformément aux dispositions financières du marché.

Dès la disparition de la/des circonstance(s) exceptionnelle(s), un avenant sera rédigé pour organiser le remboursement des sommes avancées au prestataire durant la circonstance exceptionnelle.

Le prestataire peut renoncer au bénéfice du présent article, par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant au prestataire d'exprimer sa renonciation.

En cas de suspension définitive des prestations causée par la/les circonstance(s) exceptionnelle(s), le prestataire pourra jouir d'une indemnisation moyennant la transmission à l'Acosse des éléments de preuves fondant la demande d'indemnisation.

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DES PARTIES

La réussite du projet dépend de la collaboration étroite entre le titulaire et l'Acosse dans les conditions définies ci-dessous.

10.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1.1 – Obligations liées à la profession

En tant que professionnel, le titulaire est tenu au strict respect des lois et réglementations en vigueur ainsi que des codes de déontologie s'ils existent.

A ce titre, il s'engage à ne soumettre à l'Acosse aucune proposition qui serait contraire à ces textes.

Il doit par ailleurs, déployer tous les soins, le savoir-faire et la diligence nécessaires pour parvenir au résultat escompté et à la réussite de sa mission.

Il est investi tout au long de l'exécution du présent accord-cadre, d'une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations envers l'ACOSS.

Le titulaire doit fournir à l'ACOSS, l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'informer impérativement l'Acosse en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations. En cas de non-respect de cette obligation, ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par l'ACOSS.

10.1.2 – Obligation de confidentialité

Une information confidentielle désigne toute information, quelle que soit la forme (orale, écrite, électronique ...) et quelle que soit la nature, sur tout support propriété de l'ACOSS, communiquée au titulaire pour l'exécution des présentations du présent accord-cadre

Les informations et renseignements fournis par l'Acosse, sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par l'Acos, à l'issue de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'Acos à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'Acos à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'Acos, les organismes du recouvrement autorisés par l'Acos, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

En outre, le titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'Acos lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

L'Acos se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

10.1.3 – Interlocuteurs techniques

10-1-3-1 Interlocuteur unique

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire du lot informe l'Acos, de l'identité de l'interlocuteur unique.

Ce responsable doit être impérativement de profil au moins équivalent à celui présenté dans l'offre du titulaire. Il est l'interlocuteur privilégié de l'Acos tout au long de la durée de l'accord-cadre.

10-1-3-2 Garantie de continuité des prestations

Le titulaire garantit l'exécution des prestations définies qui le concerne, conformément à son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour l'accord-cadre, les moyens matériels et humains qu'il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité, d'irrésistibilité et d'imprévisibilité de la force majeure.

- En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, l'ensemble de l'accord-cadre ne pourra être remis en cause par le titulaire. Dans ce cas, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

- Le titulaire avertira l'Acos avec un préavis raisonnable, des périodes d'absence prévisibles (congés, formation) afin d'organiser d'un commun accord la continuité des prestations, objet du présent accord-cadre et garantir ainsi le respect des délais d'exécution.

En tout état de cause, le titulaire assume à ses frais la formation du ou des remplaçant(s), consistant en la transmission des connaissances, nécessaires à son (leur) intervention.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de la commande.

10-1-3-3 Equipe du titulaire

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution attendus.

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'ACOSS. notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations, objet du présent accord-cadre.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences telles que stipulées dans le CCTP ;
- veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution de l'accord-cadre qui le concerne, des personnels homogènes par prestation, en nombre suffisant, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'Acoss et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'interlocuteur unique et les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l'Acoss ne les récusé pas dans le délai d'un mois à compter de la date de mise à disposition. Si l'Acoss récusé un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un remplaçant et en informer l'Acoss.

A défaut de désignation, ou si un remplaçant est récusé dans le délai d'un mois indiqué ci-dessus, l'Acoss se réserve la possibilité de recourir aux pénalités prévues à l'article 14.1 du présent CCAP.

10.1.4 – Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française (notamment des normes minimales légales en termes de durée du travail et de rémunération).

Ainsi, le nombre d'heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées comme telles.

Le titulaire dont l'exécution de la prestation est faite à l'étranger est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont

applicables et reste entièrement responsable du respect de celles-ci auprès de l'Acoss. Ces obligations s'imposent sur toute la chaîne de sous-traitance à laquelle le titulaire de l'accord-cadre ferait appel. Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du contrat, en fournissant, sur simple demande de l'Acoss, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions auxquelles il ne peut déroger ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main-d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'Acoss.

En cas de manquements constatés sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, l'Acoss pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire.

10.1.5 – Protection du système d'information

Le ou les titulaires et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de l'Acoss (règlement intérieur, chartes utilisateurs / de bonnes conduites, etc.). Sont notamment visées les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'Acoss. Les documents applicables au sein de l'Acoss sont communiqués au titulaire à la notification de l'accord-cadre et ont valeur contractuelle.

Le titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur le système d'information de l'Acoss ainsi que leur niveau d'habilitation (types d'accès et ressources concernées de l'Acoss).

Par ailleurs, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants éventuels reconnaissent avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004), notamment :

- le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du code pénal) ;
- le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du code pénal) ;
- le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 232-3 du code pénal) ;
- le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du code pénal ;
- la tentative d'accomplissement de ces délits (article 323-7 du code pénal) ;
- l'association ou l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du code pénal).
-

D'une manière générale, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution de l'accord-cadre.

10.2 – OBLIGATIONS DE L'URSSAF CAISSE NATIONALE

10.2.1 – Information

L'Acoss s'engage à fournir dans les plus brefs délais au titulaire, tous les documents, fichiers informatiques, et informations qu'elle détient, afin de lui permettre de comprendre les prestations qu'il doit effectuer et de les exécuter conformément au délai d'exécution fixé dans le bon de commande.

Il reste entendu que le titulaire ne saurait être tenu pour responsable d'une prolongation de délai d'un

bon de commande liée à un manque de diligence de l'Acoss.

10.2.2 – Obligation de confidentialité

Sous réserve des dispositions prévues à l'article **10.1.2** ci-dessus, l'ACOSS s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

L'Acoss pourra être amenée à collecter des données à caractère personnel au titre de la gestion administrative du présent Marché. Ainsi, L'Acoss, en qualité de responsable de traitement, peut être amenée à collecter nom(s), prénom(s), fonction et adresse email professionnelle des représentants légaux du Titulaire et des interlocuteurs désignés par ce dernier pour la bonne exécution du Marché. Le Titulaire s'engage à ce titre à informer lesdites personnes du contenu du présent article.

Les données seront conservées pour la durée de Marché.

La collecte desdites données est réalisée pour les besoins strictement internes de l'Acoss qui garantit au Titulaire le respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'ensemble des droits des personnes concernées, dont les données sont collectées, traitées et conservées (droit d'accès, droit de rectification, droit d'effacement, droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données et droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle) doivent être exercés par ces personnes auprès du Délégué à la Protection des Données de l'Acoss, par email à l'adresse [informatiqueetlibertes.Urssaf Caisse nationale@Urssaf Caisse nationale.fr] ou par courrier postal à l'adresse suivante : Acoss, Informatique et Libertés, 36 rue de Valmy, 93108 Montreuil Cedex; en justifiant dans les deux cas de son identité conformément à l'article 77 du décret n°2019-536 du 29 mai 2019.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, l'intéressé peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Chacune des Parties garantit à l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union Européenne.

ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'action d'insertion devra être réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- Première modalité : le recours à la sous-traitance avec une entreprise d'insertion ;
- Deuxième modalité : la mise à disposition de salariés (le titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée de l'accord-cadre. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- Troisième modalité : l'embauche directe par le titulaire.

Les personnes concernées par cette action sont notamment :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi allocataires du RSA ou ayant droit ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5121.3 du code du travail, fixant

la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est à dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, 5% du temps total de travail nécessaire à la production des prestations.

Cet engagement représente concernant le lot n°1 sera de 150.6 heures de travail sur la durée annuelle d'exécution du marché.

Cet engagement représente concernant le lot n°2 sera de 138.05 heures de travail sur la durée annuelle d'exécution du marché.

Il est procédé à un contrôle périodique de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé. A cet effet, il produit chaque année, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les informations à apporter seront déterminées conjointement entre l'URSSAF CAISSE NATIONALE et le titulaire après la notification du marché. Elles comportent a minima les éléments suivants :

- Le profil de la / des personne(s) concernée(s) ;
- La date d'embauche ou de mise à disposition ;
- Le nombre d'heures réalisées ;
- Le poste occupé.

Le refus de transmission de ces informations peut entraîner l'application d'une pénalité prévue.

En tout état de cause, le prestataire doit informer l'Acos, par courrier recommandé avec accusé réception, des difficultés rencontrées dans l'exécution de son engagement afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs fixés.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, l'Acos peut procéder à la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 21 du présent CCAP.

A l'issue de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 13 – SUIVI ET CONTROLE DE L'ACCORD CADRE

Pour chaque bon de commande, l'ACOSS procède au suivi et au contrôle de l'exécution des prestations.

L'ACOSS peut émettre au cours de l'exécution d'une prestation, des observations ou recommandations et demander au titulaire que ces dernières soient prises en compte.

Si ce dernier refuse, il s'expose au risque d'une décision de rejet remis et par conséquent à une

décision de résiliation de l'accord-cadre.

En tout état de cause, tout ajustement demandé au titulaire par l'ACOSS doit être conforme aux prescriptions contractuelles.

Lorsque les prestations sont exécutées chez le titulaire ou ses sous-traitants éventuels, l'ACOSS a libre accès aux locaux de ces derniers.

ARTICLE 14 – PENALITES COMMUNES AUX DEUX LOTS

14.1 – PENALITES DE RETARD ET MANQUEMENTS IMPUTABLES AU TITULAIRE

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Ces pénalités décrites ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG/FCS.

Elles sont cumulables. Cela étant, dans l'hypothèse où il y a une relation de cause à effet entre deux pénalités, uniquement la pénalité dont le montant est le plus important sera appliquée.

Le titulaire s'oblige à déduire de ses facturations le montant des pénalités qui lui est signifié par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information. Dans le cas contraire, l'Acoss le déduit de plein droit.

Par mois, les pénalités sont limitées à un maximum de 20% prix global et forfaitaire annuel hors taxes de la prestation de base.

Par année civile, la somme des pénalités est limitée à un maximum 30% du prix global et forfaitaire annuel hors taxes de la prestation de base.

Ces pénalités sont fermes sur la durée du marché et sont déductibles du montant hors taxes de la facture.

- **Pénalités après mise en demeure préalable :**

Lorsque les exigences contractuelles ne sont pas respectées pour une cause qui lui est imputable, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

- **Pénalités sans mise en demeure préalable :**

Lorsque les délais d'exécution ou les exigences contractuelles ne sont pas respectés pour une cause qui lui est imputable, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités définies ci-après :

Pénalités pour manque de ponctualité et présence (horaires, réunion, ...)

- En cas de non-respect des horaires à l'arrivée et au départ du personnel (à partir de 3 retards inférieurs à 60 minutes et/ou départs anticipés constatés par mois),
 - En cas d'absence du responsable d'affaires du titulaire aux réunions programmées,
- Une pénalité de 100 € HT par constat sera appliquée.

Pénalités pour manquement concernant le personnel (remplacement, responsable, ...)

- En cas de non-respect de la procédure de remplacement définie au CCTP
- Ou de l'effectif minimum proposé par le titulaire dans son offre technique (l'effectif minimum s'entend en nombre de postes, en fonction et en horaires),

Une pénalité égale à 150 € HT sera appliquée par personne manquante et par jour ouvré.

De plus, le temps d'absence sera déduit du forfait.

Pénalités pour inexécution ou exécution partielle des prestations

- En cas de non-respect des délais d'exécution ou mauvaise exécution des prestations sur site décrits dans le CCTP,
- En cas d'absence d'exécution de demande de coursier et/ou de taxi
- Si les agents du titulaire ne sont pas revêtus de leur vêtement de travail (uniforme pour les agents d'accueil) ou s'ils sont démunis de leurs insignes,
- Ou à partir de la troisième remarque concernant soit le manquement à une consigne, soit le

comportement inacceptable d'un membre de l'équipe du titulaire,

Il sera appliqué une pénalité de 100 € HT par jour ouvré de dépassement du délai et par type de prestations mal exécutées ou remarque notifiée au titulaire.

En cas d'absence d'exécution d'une demande de coursier et/ou de taxi au titulaire par l'ACOSS, il lui sera appliqué une pénalité correspondant au montant H.T. relatif aux frais qui seront supportés par l'ACOSS (sur justificatif), pour palier la défaillance du titulaire.

Pénalités pour non-respect des procédures administratives (non-communication des documents, attestations ou profils demandés)

- En cas de non-respect de la procédure d'agrément définie au CCTP,
- Pour toute absence de tenue à jour des documents sur site,
- Pour le non-respect du calendrier de remise du mémoire méthodologique, des comptes rendus d'intervention des sous-traitants, du rapport mensuel d'activité, du rapport annuel d'activité et du calendrier mensuel des prestations.

Une pénalité de 50 € HT par document et par jour ouvré de dépassement du délai sera appliquée.

Pénalités pour perte / erreur des pièces administratives

- Lors de la perte d'une pièce d'identité d'un visiteur constatée à son départ,
- Lors de la perte d'un badge d'accès aux salles de réunion constatée,

Une pénalité de 250 € HT sera appliquée par constat.

Lors de la remise de pièce d'identité au(x) mauvais visiteur(s) les frais occasionnés pour récupérer le(s) document(s) seront pris en charge par le titulaire.

14.2 – Pénalités en cas de manquement à l'engagement d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire égale à 100 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, le titulaire encourt une pénalité égale à 100 € HT par jour de retard à compter de la mise en demeure adressée par l'Acoss.

14.3 – RETARD IMPUTABLE A L'ACOSS

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'ACOSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'Acoss sera constaté dans une attestation établie par l'ordonnateur de l'Acoss laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel,
- définira la durée de la prolongation nécessaire du délai contractuel.

Les pénalités seront déduites d'office des décomptes des sommes dues au titulaire.

ARTICLE 15 – PRIX DES PRESTATIONS COMMUN AUX DEUX LOTS

15.1 – PRIX DE REGLEMENT

Les prestations sont réglées par application de prix unitaires et forfaitaires, tels que fixés dans le cadre de réponse financier, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

A l'exclusion de la révision, les prix fixés dans le cadre de réponse financier du présent accord-cadre, ne sont pas modifiables lors de l'émission des bons de commande.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Il s'agit, notamment, des frais de déplacement, d'hébergement et de repas du personnel du titulaire, du transport et de la livraison des livrables, des communications téléphoniques émanant du personnel du

titulaire et, de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution des prestations.

15.2 – REVISION DES PRIX

La révision des prix intervient à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception de l'offre des soumissionnaires

La formule de révision du marché est donc modifiée comme suit :

$$P = P_o \left[0,15 + \left(0,70 \frac{ICHT N}{ICHT No} + 0,15 \frac{FSD3}{FSD3o} \right) \right]$$

ICHT N= valeur de l'Indice du Coût Horaire du Travail révisé - tous salariés " *Services administratifs, Soutien* ", disponible sur le site INSEE : - <http://www.indices.insee.fr> – *identifiant* 001565196 et publié au Moniteur des travaux publics, connu au moment du mois de la révision.

ICHT No = valeur de l'Indice du Coût Horaire du Travail révisé - tous salariés " *Services administratifs, Soutien* ", disponible sur le site INSEE : - <http://www.indices.insee.fr> – *identifiant* 001565196 et publié au Moniteur des travaux publics, du mois de la remise des offres.

FSD3 = valeur de l'indice des "*Frais et services divers*", Modèle de référence n°3, publié dans le « *Moniteur des Travaux Publics* », connu au moment du mois de la révision.

FSD3o = valeur de l'indice des "*Frais et services divers*", Modèle de référence n°3, publié dans le « *Moniteur des Travaux Publics* » du mois de remise des offres.

Pour le coefficient de la formule de révision, les calculs intermédiaire et final seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le titulaire notifie par lettre recommandée avec accusé réception ou remise contre récépissé, un nouveau cadre de réponse financier, en respectant un délai d'un mois maximum à compter de la date de parution de l'indice concerné. En cas d'absence de remise du bordereau révisé par le titulaire, ce dernier est réputé avoir renoncé au bénéfice de la révision pour l'année à venir.

Les prix résultant de la révision sont appliqués sur les commandes émises à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

15.3 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

En tout état de cause, la révision des prix ne pourra pas entraîner une hausse de ceux-ci supérieure à **3%** lors d'une révision. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter les nouveaux prix et de résilier l'accord-cadre.

ARTICLE 16 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Pour les besoins du présent accord-cadre, il est fait application « du chapitre 6 « *Propriété intellectuelle* » du CCAG-FCS ».

Article 16.1 : Précisions relatives à l'identification et au régime des connaissances antérieures

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre des prestations objet de l'accord cadre.

A ce titre, il revient au Titulaire d'interroger l'ACOSS concernant les connaissances antérieures qu'elle pourrait mettre à disposition et de les analyser au regard de ses besoins d'utilisation et de leur bonne compatibilité avec les autres connaissances antérieures et les résultats ; de sorte que les livrables dans leur ensemble puissent répondre *in fine* parfaitement aux besoins exprimés dans le présent accord-cadre.

Par ailleurs, il est stipulé expressément en complément des termes du CCAG que :

- le Titulaire doit, dans la mesure du possible, privilégier le recours à des connaissances antérieures sous licence libre ou sous un régime d'utilisation qui permettrait à l'ACOSS de les diffuser sous licence libre conformément à l'article 16 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;
- dans l'hypothèse d'une cession à titre exclusif des résultats au profit de l'ACOSS compte tenu de la nature de ces résultats, les connaissances antérieures incorporées dans lesdits résultats seront également cédées à titre exclusif.

Article 16.2 : Précisions relatives aux résultats qualifiés de confidentiels

Outre les éléments identifiés comme étant confidentiels dans les différentes pièces de l'accord cadre, il est précisé que les résultats intégrant ou mentionnant les éléments suivants doivent être également considérés comme confidentiels et soumis à cession exclusive :

- éléments dont la communication porterait atteinte à un secret protégés par la loi, notamment le secret des affaires ;
- éléments dont la communication porterait atteinte à la sécurité des personnes ou à la sécurité des systèmes d'information des administrations ;
- éléments dont la communication porterait atteinte à la recherche et à la prévention, par les services compétents, d'infractions de toute nature ;
- éléments dont la communication porterait atteinte au déroulement des procédures engagées devant les juridictions ou d'opérations préliminaires à de telles procédures ;
- éléments dont la communication porterait atteinte à la protection de la vie privée.

ARTICLE 17 – REGIME FINANCIER

17.1 – AVANCE

Par dérogation à l'article 11 CCAG-FCS, et sauf refus du titulaire formulé dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est égal à 5 % de chaque bon de commande supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à un an.

Lorsque le Titulaire du présent accord-cadre, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande public le taux de l'avance est porté à 10%.

17.2 – ACOMPTES

Des acomptes seront versés sur demande du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions réglementaires fixées aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

17.3 – LIQUIDATION DES PAIEMENTS

Le paiement des prestations sera réglé à compter de la décision de réception prise par l'ACOSS dans les conditions définies plus haut.

17.4 – FACTURATION

Les factures afférentes au paiement seront établies par le titulaire en un original, au compte ouvert au nom du prestataire, portant les indications suivantes :

- la référence de l'accord-cadre et du bon de commande ;
- l'objet de la prestation concernée ;
- le/les livrables attendus ;
- le montant total H.T. de la commande ;
- le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C de la commande.

Les entreprises titulaires ou sous-traitantes lorsqu'elles sont admises au paiement direct, **auront l'obligation d'adresser à l'URSSAF CAISSE NATIONALE leurs factures par voie électronique**, à l'adresse suivante **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Les factures devront être libellées comme suit :

ACOSS

Direction du système
des informations

Département achat
des sites pour
lesquelles la mission
est réalisée

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Monsieur le Directeur de l'Acoss.

Le comptable assignataire des paiements est Madame la Directrice Comptable et Financière de l'Acoss.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seul habilité à présenter à l'Acoss la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement doit être présentée par le mandataire et être décomposée en autant de parties qu'il y a de membre de groupement à payer séparément.

Les entreprises titulaires ou sous-traitantes lorsqu'elles sont admises au paiement direct, auront l'obligation d'adresser à l'Acoss leurs factures par voie électronique, à l'adresse suivante **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Les modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro sus-visé.

17.5 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, dans les conditions des articles R. 2192-12 à R. 2192-30 du Code.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

17.6 – MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Le titulaire communique à l'Acoss un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN.

ARTICLE 18 – SOUS-TRAITANCE

Chaque titulaire ne peut sous-traiter tout ou partie de ses obligations au titre du présent accord-cadre qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par l'ACOSS.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre de l'accord-cadre, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'ACOSS de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Les sous-traitants pourront être présentés à l'organisme contractant pour acceptation lors de la soumission à l'accord-cadre ou en cours d'exécution.

En vue de leur agrément, le Titulaire transmet à l'Acoss pour chaque sous-traitant les pièces suivantes :

- un formulaire DC4 à jour de la dernière réglementation dûment renseigné et signé (ou tout document équivalent) ;
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (numéro SIREN) afin de prouver que votre cabinet ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique ;
- une délégation de signature pour le Titulaire et le sous-traitant
- une attestation de régularité fiscale au titre de la dernière année pour le sous-traitant ;
- une attestation relative aux obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales (attestation URSSAF dite " de vigilance" datant de moins de 6 mois) pour le sous-traitant ;
- une présentation des moyens techniques, humains, financiers et professionnels du sous-traitant.

Le délai de 21 jours prévu à l'article R. 2193-4 du Code de la commande publique, au-delà duquel le silence gardé par l'acheteur vaut acceptation implicite du sous-traitant, ne commence à courir qu'à compter de la date de réception de l'ensemble des pièces listées ci-dessus.

En application de l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant de premier rang a droit au paiement direct dès lors que les conditions d'acceptation et d'agrément sont satisfaites et que le montant de sa créance est d'au moins 600 euros TTC.

ARTICLE 19 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB **original** faisant apparaître les codes BIC/IBAN, et, selon les cas, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent accord-cadre du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord de l'URSSAF CAISSE NATIONALE sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant devrait comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'Acoss est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 20 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 21 – RESILIATION

21.1 – RESILIATION UNILATERALE

Le présent accord-cadre peut être résilié, à tout moment, par l'Acos, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG FCS, qu'il y ait ou non faute du titulaire. La décision de l'Acos peut dans ce cas, ne pas être motivée et stipule la date à laquelle elle devient effective.

En l'absence de faute du titulaire, celui-ci a droit à être indemnisé du préjudice qu'il aurait subi, ainsi qu'il est prévu à l'article 42 du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS susvisé.

21.2 – RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, l'Acos se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, après mise en demeure, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

1. en cas de non respect par le titulaire des obligations de confidentialité, tel que prévu à l'article 10.2.2 du présent CCAP ;
2. en cas de non respect par le titulaire des obligations de protection des données personnelles, tel que prévu à l'article 11 du présent CCAP ;
3. en cas de non respect par le titulaire des obligations relatives à la clause sociale et environnementale, tel que prévu à l'article 12 du présent CCAP ;
4. en cas de décision de refus de l'Acos des prix révisés visés à l'article 15.2 du présent CCAP ;
5. en cas de décision de rejet par l'Acos, tel que prévu à l'article 13 du présent CCAP ;
6. L'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsque le titulaire en cause n'a pas apporté la preuve, dans un délai maximum de deux mois, après mise en demeure de l'Acos, de la régularisation de sa situation délictuelle au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du code du travail.
7. Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du code du travail.
Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le titulaire, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

8. D'une manière générale, en cas de fautes et/ou de retards répétés du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, qui rendraient impossible la poursuite des relations contractuelles avec le titulaire.

La résiliation ne pourra être prononcée si les fautes et/ou retards constatés résultent d'un cas de force majeure ou si le titulaire remplace tout ou partie des produits/prestations défectueux par des produits/prestations au moins équivalentes. Les frais d'échange (livraison, installation) avec les produits définitifs ou les frais nécessaires à la réalisation de la prestation définitive restent à la charge du titulaire.

ARTICLE 22 – LITIGES

Dans les cas où le présent accord-cadre donnerait lieu pour son interprétation ou son exécution à une action judiciaire, celle-ci serait réglée selon les dispositions du CCAG-FCS.

Les litiges, qui ne peuvent faire l'objet d'un règlement amiable sont soumis à la juridiction compétente, à savoir le tribunal administratif de Montreuil (93100).

ARTICLE 23 – CONFLIT D'INTERETS

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public ».

Le titulaire s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai l'ACOSS.

Au regard de la situation qui lui a été rapportée, l'ACOSS peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du présent marché.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché, sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

ARTICLE 24 – CLAUSES DE REEXAMEN

Un déménagement entraînant une modification du lieu des prestations interviendra en cours de marché.

Concernant le lot 1, il est prévu un déménagement du site de Montreuil (situé actuellement à l'adresse Gaumont 3 - 36 rue de Valmy 93 Montreuil) à l'adresse Immeuble Terra Nova 1, 68/70 rue de Lagny, 93 Montreuil, courant du 1^{er} trimestre 2027 (estimation).

S'agissant du lot 2, il est prévu un déménagement du site de Biot (situé actuellement à l'adresse 700 avenue Roumanille 06018 Biot - Sophia Antipolis) à l'adresse [300 route des Crêtes 06560 Valbonne](#) - Sophia Antipolis, courant du second semestre 2026 (estimation).

La modification du lieu des prestations se fera sans avenant.

Le Titulaire sera informé du déménagement par l'ACOSS par courrier ou courriel, avec accusé de réception au moins un mois avant la date de modification du lieu des prestations, indiquée dans le courrier ou le courriel d'information.

A compter de cette date, toutes les prestations commandées dans le cadre du présent marché seront exécutées à la nouvelle adresse.

ARTICLE 25 – DEROGATIONS AU C.C.A.G /FCS

Les dispositions suivantes du présent C.C.A.P. dérogent aux clauses du C.C.A.G. FCS applicable :

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG/FCS.

L'article 8 déroge à l'article 30.2 du CCAG/FCS

L'article 9.1 déroge aux articles 13.3.2 et 13.3.3 du CCAG/FCS.

L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 17.1 déroge à l'article 11 du CCAG/FCS.